



Principaux résultats sur le dispositif TEPA issus des déclarations de cotisations en Urssaf relatives à la paye du 4^{ème} trimestre 2007

Principaux éléments

Parmi les entreprises du secteur privé déclarant leurs cotisations aux Urssaf (c'est-à-dire hors régime agricole) au cours du 4^{ème} trimestre 2007, 308 000 le font mensuellement et les 1 133 000 plus petites le font trimestriellement. **Ce communiqué de presse présente** les résultats des entreprises mensualisés au titre de la paye de décembre et **pour la première fois les résultats des entreprises trimestrialisées.**

En décembre, 55 % des entreprises mensualisées ont recouru aux exonérations de cotisations permises par la loi TEPA (38 % en octobre et 49 % en novembre). Le montant des exonérations TEPA au titre des salaires de décembre est de 162 millions d'euros (79 en octobre et 138 en novembre). Cela correspond à 46 millions d'heures supplémentaires pour ces entreprises en décembre 2007 (21 en octobre et 39 en novembre).

Les entreprises trimestrialisées sont quant à elles 367 000 à déclarer des cotisations au titre de la loi TEPA au quatrième trimestre, soit 32 %. Le montant de leurs cotisations exonérées s'élève à 166 millions pour le trimestre, correspondant à 37 millions d'heures supplémentaires.

Au total, sur l'ensemble du trimestre, pour la totalité des entreprises, tous modes déclaratifs confondus, le pourcentage d'entreprises ayant utilisé les exonérations TEPA s'élève à 37,1 %. Elle est croissante avec la taille : **32 % pour les moins de 10 salariés et 66 % pour les plus de 10**, dont 74 % pour les entreprises de 500 à 2000 salariés et 81 % pour les plus de 2000. Le montant des exonérations est de 546 millions d'euros¹, soit 1 % de la masse salariale des entreprises concernées, ratio fortement décroissant avec la taille : 2 % pour les moins de 10 et pour les 10 à 19 ; 1,3 % pour les 20 à 49 ; 0,7 % pour les 100 à 249 salariés ; 0,3 % pour les plus de 500. Le nombre d'heures supplémentaires déclarées sur ce trimestre est de 144 millions. Cela correspond à 8 heures par trimestre ramené à l'ensemble des salariés et 13,5 heures rapporté aux salariés des entreprises qui font des heures supplémentaires.

Contact presse : Alain Gubian
Direction Financière –
Direction des Statistiques, des Etudes et de
la Prévision
Tel : 01 77 93 63 66
Email : alain.gubian@acoss.fr

Agence Centrale des Organismes de
Sécurité Sociale – ACOSS
36 rue de Valmy
93 108 Montreuil Cedex
Tél : 01 77 93 65 00
www.urssaf.fr

Une analyse par taille plus fine fait par ailleurs ressortir un plus faible recours des entreprises de très petite taille (moins de 5 salariés) aux exonérations TEPA : il est de 15 % pour les entreprises de 1 salarié, de 31 % pour celles de 2 salariés, de 42 % pour les unités de 3 salariés (graphique1). Ces proportions sont cohérentes avec les résultats du sondage conduit en novembre-décembre 2007 par les Urssaf. En effet, la question sur le recours immédiat aux heures supplémentaires montre également une forte croissance selon la taille parmi les TPE (graphique 1).

Il ressort de l'analyse des entreprises d'un salarié qu'elles sont davantage situées dans des secteurs comme l'administration d'immeubles résidentiels (gardiens, agents de nettoyage de copropriété), la médecine libérale, les secteurs associatifs, artistiques et sportifs, ce qui permet d'expliquer leur spécificité par rapport à la durée du travail de leurs salariés, d'autant qu'elles ont aussi un très fort taux de temps partiel (graphique 3).

La part d'entreprises utilisatrices de la mesure TEPA est plus élevée que la moyenne dans la plupart des secteurs de l'industrie, ainsi que dans la construction, le commerce, les HCR et les transports. A l'inverse, des secteurs comme la recherche et le développement, les activités financières, l'immobilier, les activités récréatives ou associatives, l'éducation sont en dessous de la moyenne.

Les exonérations TEPA sont davantage utilisées dans les départements ruraux, que dans les zones urbaines (tableau 12 et carte). On note au cours du 4^{ème} trimestre un usage particulièrement important dans le sud de la France, particulièrement dans les Alpes, la Corse et le Massif central.

Les informations présentées dans cette étude s'appuient sur les déclarations déjà parvenues aux Urssaf mi février. **Les montants indiqués seront révisés à la hausse avec l'arrivée des déclarations tardives ou rectificatives.** Celles-ci sont un peu plus importantes au cours du 1^{er} semestre, puisqu'elles prennent en compte les régularisations effectuées par les entreprises au moment de la déclaration annuelle de salaire (DADS). D'ores et déjà, des révisions de l'ordre de 5 % sont intervenues pour les déclarations relatives à octobre et novembre. Par ailleurs, **le sondage de novembre-décembre 2007 des Urssaf sur la loi TEPA indiquait également que 16 % des entreprises ne recouraient pas aux exonérations TEPA au moment du sondage mais l'envisageaient dans les trois mois.**

¹ La branche du recouvrement dispose d'informations parcellaires sur le secteur public. En effet, une partie importante des exonérations Tepas (celles des titulaires) ne se trouvent qu'au sein de la CNRACL ou du régime des retraites de l'Etat. La partie des exonérations Tepas du secteur public suivie par les Urssaf est de 10 millions d'exonérations TEPA sur le trimestre. Sur l'ensemble des employeurs (public et privé) le montant total des exonérations TEPA dans le champ Urssaf est donc de 556 millions d'euros.

II) Les entreprises mensualisées utilisatrices en décembre 2007

Tableau 1 : Importance parmi les entreprises mensualisées de celles qui utilisent l'exonération TEPA

Taille d'entreprise en 2007	Nombre d'entreprises mensualisées ayant transmis un BRC pour décembre 2007	Assiette totale des entreprises mensualisées (en millions d'euros)	Nombre d'entreprises mensualisées ayant déclaré une exonération TEPA en décembre 2007	% d'entreprises mensualisées ayant déclaré une exonération TEPA en décembre 2007	Part en assiette des entreprises ayant déclaré une exonération TEPA
Total	285 660	39 375	156 378	54,7%	60,9%
<10	93 192	858	33 877	36,4%	52,0%
>=10	192 468	38 517	122 501	63,6%	61,1%
10-19	85 098	2 979	54 139	63,6%	58,7%
20-49	68 301	5 418	42 709	62,5%	58,5%
50-99	19 792	3 513	12 363	62,5%	57,6%
100-249	12 092	5 523	8 148	67,4%	55,0%
250-499	3 947	3 850	2 737	69,3%	59,5%
500-1999	2 672	7 010	1 945	72,8%	59,4%
>=2000	566	10 223	460	81,3%	69,5%

Remarque : 286 000 déclarations BRC étaient parvenues aux Urssaf au titre du mois de décembre, toutefois, la population des entreprises mensualisées est plutôt de l'ordre de 308 000 entreprises. Il faut donc prendre en compte une part de retardataires, essentiellement parmi les petites unités, de l'ordre de 5 à 10%.

Nota : Dans les tableaux de cette étude, les montants d'exonérations TEPA portent sur les heures supplémentaires et complémentaires (salariés à temps partiel). En revanche les nombres d'heures indiqués ne concernent que les heures supplémentaires, seules bénéficiaires de l'exonération patronale.

Source : Acoiss - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

Tableau 2 : Principaux éléments sur les exonérations TEPA par taille d'entreprise

Taille d'entreprise en 2007	Montant total de l'exonération TEPA en décembre 2007 (en millions d'euros)	Détail du montant de l'exonération TEPA			Ratio exonération TEPA / assiette des entreprises concernées	Nombre d'heures supplémentaires ayant donné lieu à exonération (en millions d'heures)
		Exonération salariale	Exonération patronale (moins de 20 salariés)	Exonération patronale (plus de 20 salariés)		
Total	162,0	127,3	17,4	17,3	0,7%	46,3
<10	8,9	5,8	3,0	0,1	2,0%	2,2
>=10	153,1	121,5	14,4	17,2	0,7%	44,1
10-19	33,1	21,7	11,1	0,3	1,9%	7,9
20-49	37,3	29,6	2,7	5,0	1,2%	11,8
50-99	16,5	13,8	0,2	2,6	0,8%	5,2
100-249	19,7	16,5	0,2	3,0	0,6%	6,1
250-499	9,8	8,2	0,1	1,5	0,4%	3,0
500-1999	13,4	11,4	0,0	2,0	0,3%	4,0
>=2000	23,4	20,3	0,0	3,0	0,3%	6,0

Remarque : le seuil des 20 salariés pour l'application de la loi Tepa est déterminé selon un effectif calculé différemment de l'effectif salarié en fin de trimestre. En conséquence, certaines entreprises de plus de 20 salariés peuvent bénéficier de l'exonération moins de 20 salariés et inversement. De même, certaines entreprises ayant plus de 10 salariés personnes physiques en fin de période, peuvent être trimestrialisées parce que leur effectif ETP est inférieur à 10 ou d'autres raisons liées au calcul de leur effectif. Toutefois, il peut également subsister des erreurs déclaratives qui n'ont pas encore été rectifiées.

Source : Acoiss - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

Bien que les montants d'exonération continuent à augmenter pour toutes les tailles d'entreprise, le ratio exonération TEPA sur assiette des entreprises utilisant la mesure reste stable pour toutes les tailles, par rapport au communiqué précédent. Cette mesure bénéficie plus aux entreprises de moins de 20 salariés (2 % pour les moins de 10 et 1,9 % pour les unités de 10 à 19 salariés) et il atteint un minimum de 0,3 % pour les entreprises de plus de 500 salariés.

III) Les entreprises trimestrialisées utilisatrices au 4^{ème} trimestre 2007

Tableau 3 : Importance parmi les entreprises trimestrialisées de celles qui utilisent l'exonération TEPA

Taille d'entreprise en 2007	Nombre d'entreprises trimestrialisées ayant transmis un BRC pour le 4 ^{ème} trim 2007	Assiette totale des entreprises trimestrialisées (en millions d'euros)	Nombre d'entreprises trimestrialisées ayant déclaré une exonération TEPA au 4 ^{ème} trim 2007	% d'entreprises trimestrialisées ayant déclaré une exonération TEPA au 4 ^{ème} trim 2007	Part en assiette des entreprises ayant déclaré une exonération TEPA
Total	1 133 808	17 880	366 607	32,3%	45,7%
<10	1 098 216	15 549	347 758	31,7%	44,8%
>=10	35 592	2 331	18 849	53,0%	51,7%
10-19	30 764	1 814	17 176	55,8%	55,4%
20-49	3 607	300	1 303	36,1%	42,6%
>=50	1 221	217	370	30,3%	33,6%

Source : Acoff - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

Tableau 4 : Principaux éléments sur les exonérations TEPA par taille d'entreprise

Taille d'entreprise en 2007	Montant total de l'exonération TEPA (en millions d'euros)	Détail du montant de l'exonération TEPA			Ratio exonération TEPA / assiette des entreprises concernées	Nombre d'heures supplémentaires ayant donné lieu à exonération (en millions d'heures)
		Exonération salariale	Exonération patronale (moins de 20 salariés)	Exonération patronale (plus de 20 salariés)		
Total	166,5	110,5	55,9	0,1	2,0%	37,4
<10	145,8	96,5	49,3	0,0	2,1%	32,9
>=10	20,7	14,1	6,6	0,1	1,7%	4,5
10-19	18,5	12,4	6,1	0,0	1,8%	4,1
20-49	1,6	1,2	0,4	0,0	1,2%	0,3
>= 50	0,6	0,5	0,1	0,0	0,8%	0,1

Source : Acoff - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

Les entreprises trimestrialisées se comportent de manière analogue aux unités mensualisées de moins de 20 salariés mensualisées en terme d'intensité de recours aux heures supplémentaires (pour celles qui les utilisent). En effet, le rapport exonération TEPA sur assiette des entreprises utilisant l'exonération est de 2,1 % pour les moins de 10 trimestrialisées (2 % pour les unités mensualisées de moins de 10 salariés) et de 1,8 % pour les employeurs trimestrialisés de 10-19 salariés (1,9 % pour les unités mensualisées de même taille).

IV) Les entreprises utilisatrices au 4^{ème} trimestre 2007Tableau 5 : Importance des entreprises ayant utilisé l'exonération TEPA au cours du 4^{ème} trimestre 2007

Taille d'entreprise en 2007	Nombre d'entreprises ayant déclaré au moins un BRC au cours du 4 ^{ème} trim 2007	Assiette totale des entreprises ayant déclaré un BRC (en millions d'euros)	Nombre d'entreprises ayant déclaré une exonération TEPA au 4 ^{ème} trim 2007	% d'entreprises ayant déclaré une exonération TEPA au 4 ^{ème} trim 2007	Part en assiette des entreprises ayant déclaré une exonération TEPA
Total	1 441 437	122 454	534 656	37,1%	46,0%
Mensuels	307 629	104 574	168 049	54,6%	46,1%
Trimestriels	1 133 808	17 880	366 607	32,3%	45,7%
<10	1 214 923	19 518	385 988	31,8%	44,2%
>=10	226 514	102 936	148 668	65,6%	46,4%
10-19	115 455	9 744	74 980	64,9%	56,0%
20-49	71 304	14 658	46 652	65,4%	52,4%
50-99	20 235	9 316	13 208	65,3%	46,9%
100-249	12 275	13 817	8 549	69,6%	44,3%
250-499	3 987	9 854	2 833	71,1%	43,9%
500-1999	2 690	18 226	1 984	73,8%	41,8%
>=2000	568	27 321	462	81,3%	44,5%

Source : Acoff - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

Tableau 6 : Principaux éléments sur les exonérations TEPA par taille d'entreprise

Taille d'entreprise	Montant total de l'exonération TEPA (en millions d'euros)	Détail du montant de l'exonération TEPA			Ratio exonération TEPA / assiette des entreprises concernées	Nombre d'heures supplémentaires ayant donné lieu à exonération (en millions d'heures)
		Exonération salariale	Exonération patronale (moins de 20 salariés)	Exonération patronale (plus de 20 salariés)		
Total	545,8	403,9	104,8	37,1	1,0%	144,0
Mensuels	379,3	293,4	48,9	37,0	0,8%	106,6
Trimestriels	166,5	110,5	55,9	0,1	2,0%	37,4
<10	174,9	115,90	58,41	0,54	2,0%	40,0
>=10	371,0	288,0	46,4	36,5	0,8%	104,0
10-19	110,8	73,2	36,9	0,7	2,0%	26,1
20-49	99,1	78,6	7,9	12,5	1,3%	30,3
50-99	36,7	30,6	0,6	5,4	0,8%	11,3
100-249	39,9	33,4	0,6	5,9	0,7%	12,3
250-499	18,5	15,6	0,2	2,7	0,4%	5,4
500-1999	24,7	21,0	0,1	3,7	0,3%	7,4
>=2000	41,3	35,6	0,1	5,6	0,3%	11,3

Source : Acoff - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

Au 4^{ème} trimestre 2007 le montant total des exonérations TEPA est de 546 millions d'euros. 74% de ces exonérations bénéficient aux salariés.

Le secteur public est peu concerné par le dispositif TEPA. Les employeurs du secteur public, principalement des collectivités locales, bénéficient de 10 millions d'exonérations au titre du 4^{ème} trimestre, en plus des 546 millions précités.

V) Les exonérations TEPA par secteur d'activité au 4^{ème} trimestre 2007

Tableau 7 : Par secteur d'activité

		Part des entreprises ayant déclaré une exonération TEPA au cours du 4 ^{ème} trimestre 2004	Part en assiette des entreprises ayant déclaré une exonération TEPA	Nombre d'heures supplémentaires	Heures supplémentaires par effectif salarié du secteur	Heures supplémentaires par effectif salarié des entreprises réalisant des heures sup
Total		37,1%	46,0%	144,0	8,0	13,5
B0	Industries agricoles et alimentaires	56,1%	51,0%	4,7	9,2	14,7
C1	Habillement, cuir	37,9%	49,5%	0,6	7,7	13,7
C2	Edition, imprimerie, reproduction	38,6%	40,9%	1,4	7,6	15,1
C3	Pharmacie, parfumerie et entretien	47,2%	38,1%	0,3	2,3	4,1
C4	Industries des équipements du foyer	48,5%	58,8%	1,4	9,7	14,0
D0	Industrie automobile	71,3%	48,5%	1,5	5,5	6,5
E1	Construction navale, aéronautique et ferroviaire	52,4%	64,7%	1,0	7,6	8,6
E2	Industries des équipements mécaniques	67,4%	64,7%	6,2	14,9	18,5
E3	Industries des équipements électriques et électroniques	51,7%	55,8%	1,6	7,8	10,2
F1	Industries des produits minéraux	63,1%	57,2%	1,7	10,9	15,0
F2	Industrie textile	53,4%	55,3%	0,6	8,5	12,8
F3	Industries du bois et du papier	61,5%	54,5%	1,6	10,7	15,4
F4	Chimie, caoutchouc, plastiques	62,9%	56,4%	1,7	5,2	7,0
F5	Métallurgie et transformation des métaux	71,1%	68,2%	5,7	14,3	17,5
F6	Industries des composants électriques et électroniques	59,7%	55,4%	1,1	6,0	7,6
G1	Production de combustibles et de carburants	43,6%	76,1%	0,0	2,1	1,8
G2	Eau, gaz, électricité	12,8%	13,9%	0,2	0,8	3,6
H0	Construction	54,9%	63,4%	27,2	18,9	26,4
J1	Commerce et réparations automobiles	55,7%	64,2%	6,1	15,1	21,6
J2	Commerce de gros	40,5%	44,5%	9,2	9,1	16,6
J3	Commerce de détail, réparations	42,9%	75,0%	9,9	7,4	8,6
K0	Transports	50,2%	51,3%	15,0	13,1	22,4
L0	Activités financières	20,3%	29,2%	0,7	1,0	2,8
M0	Activités immobilières	8,3%	24,2%	1,2	3,1	12,9
N1	Postes et télécommunications	29,4%	38,0%	0,5	1,0	1,6
N2	Conseil et assistance	30,2%	28,8%	8,6	4,8	13,7
N3	Services opérationnels	37,0%	53,1%	12,9	7,0	8,9
N4	Recherche et développement	24,1%	36,5%	0,1	1,5	2,5
P1	Hôtels, cafés et restaurants	46,9%	65,6%	12,6	14,4	20,5
P2	Activités récréatives, culturelles et sportives	9,2%	36,5%	1,2	3,3	9,1
P3	Services personnels et domestiques	32,7%	46,2%	1,3	6,9	15,4
Q1	Education	23,0%	26,6%	0,6	2,0	6,5
Q2	Santé, action sociale	24,2%	36,3%	3,6	2,4	5,7
R1	Administration publique	22,6%	19,6%	0,1	0,5	1,0
R2	Activités associatives et extra-territoriales	9,7%	13,7%	0,4	1,2	5,6

Source : Acoess - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

La part d'entreprises utilisatrices de la mesure TEPA est plus élevée que la moyenne dans la plupart des secteurs de l'industrie, ainsi que dans la construction, le commerce, les HCR et les transports. A l'inverse, des secteurs comme la recherche et le développement, les activités financières, l'immobilier, les activités récréatives ou associatives, l'éducation sont en dessous de la moyenne.

VI) Les exonérations TEPA par département au 4^{ème} trimestre

Tableau 8 : Par département

	Département	Nombre d'établissements mensualisés	Assiette Totale (en millions d'euros)	% d'établissements ayant déclaré une exonération TEPA	Part en assiette des seuls établissements ayant déclaré une exonération TEPA	Ratio exonération TEPA / assiette des établissements concernés
Total		1 775 206	122 454	37,0%	46,0%	1,0%
01	Ain	14 248	922	47,3%	57,3%	1,2%
02	Aisne	10 694	629	43,1%	55,2%	1,2%
03	Allier	8 838	428	38,1%	51,2%	1,1%
04	Alpes de haute Provence	5 216	170	35,1%	47,1%	1,3%
05	Alpes (hautes-)	5 292	165	40,8%	51,4%	1,5%
06	Alpes maritimes	42 087	2 004	33,8%	46,9%	1,1%
07	Ardèche	7 857	360	36,5%	49,3%	1,0%
08	Ardennes	6 083	366	37,8%	51,6%	1,2%
09	Ariège	4 178	157	32,9%	45,9%	1,2%
10	Aube	7 466	433	44,3%	51,7%	1,1%
11	Aude	9 204	325	37,0%	49,9%	1,3%
12	Aveyron	8 352	338	41,8%	49,4%	1,3%
13	Bouches du Rhône	55 593	3 630	35,7%	46,6%	0,9%
14	Calvados	17 998	1 060	40,9%	50,6%	1,1%
15	Cantal	4 349	149	38,8%	47,5%	1,6%
16	Charente	8 791	505	38,0%	50,3%	1,0%
17	Charente maritime	17 205	701	37,8%	49,8%	1,3%
18	Cher	7 437	414	40,2%	50,1%	1,2%
19	Corrèze	6 896	324	40,3%	50,2%	1,2%
21	Cote d'or	14 158	909	43,2%	52,0%	1,0%
22	Cotes d'Armor	14 645	695	43,8%	49,9%	1,3%
23	Creuse	2 961	111	32,5%	41,8%	1,2%
24	Dordogne	11 682	456	38,6%	49,8%	1,3%
25	Doubs	12 954	890	43,0%	52,0%	1,0%
26	Drome	14 971	829	38,6%	54,4%	1,1%
27	Eure	12 559	866	44,2%	56,4%	1,0%
28	Eure et loir	9 570	612	43,8%	54,9%	1,1%
29	Finistère	22 113	1 198	41,3%	47,5%	1,1%
2A	Corse du sud	5 866	190	28,4%	40,4%	1,4%
2b	Haute corse	5 719	181	30,1%	44,1%	1,4%
30	Gard	19 279	810	34,8%	48,8%	1,1%
31	Haute-garonne	34 783	2 706	36,7%	50,2%	0,8%
32	Gers	5 060	176	32,4%	48,6%	1,3%
33	Gironde	39 016	2 441	37,9%	47,8%	1,0%
34	Hérault	31 633	1 427	33,2%	45,0%	1,1%
35	Ille et vilaine	25 711	1 776	42,1%	45,8%	1,1%
36	Indre	6 001	314	38,7%	54,0%	1,1%
37	Indre-et-loire	15 293	958	39,4%	46,7%	1,1%
38	Isère	32 399	2 294	39,9%	48,9%	1,0%
39	Jura	6 839	365	45,1%	56,3%	1,3%
40	Landes	10 425	459	39,3%	50,7%	1,2%
41	Loir et cher	8 230	489	42,9%	56,3%	1,1%
42	Loire	20 781	1 164	40,5%	51,1%	1,1%
43	Haute Loire	5 957	262	39,8%	52,4%	1,2%
44	Loire atlantique	32 658	2 458	40,5%	47,1%	0,9%
45	Loiret	15 391	1 245	41,5%	51,0%	0,9%
46	Lot	5 038	194	39,3%	49,4%	1,2%
47	Lot et Garonne	8 793	388	41,5%	51,5%	1,3%
48	Lozère	2 532	81	38,7%	43,3%	1,7%
49	Maine et Loire	18 690	1 160	41,6%	50,4%	1,0%
50	Manche	12 220	624	43,5%	53,0%	1,3%

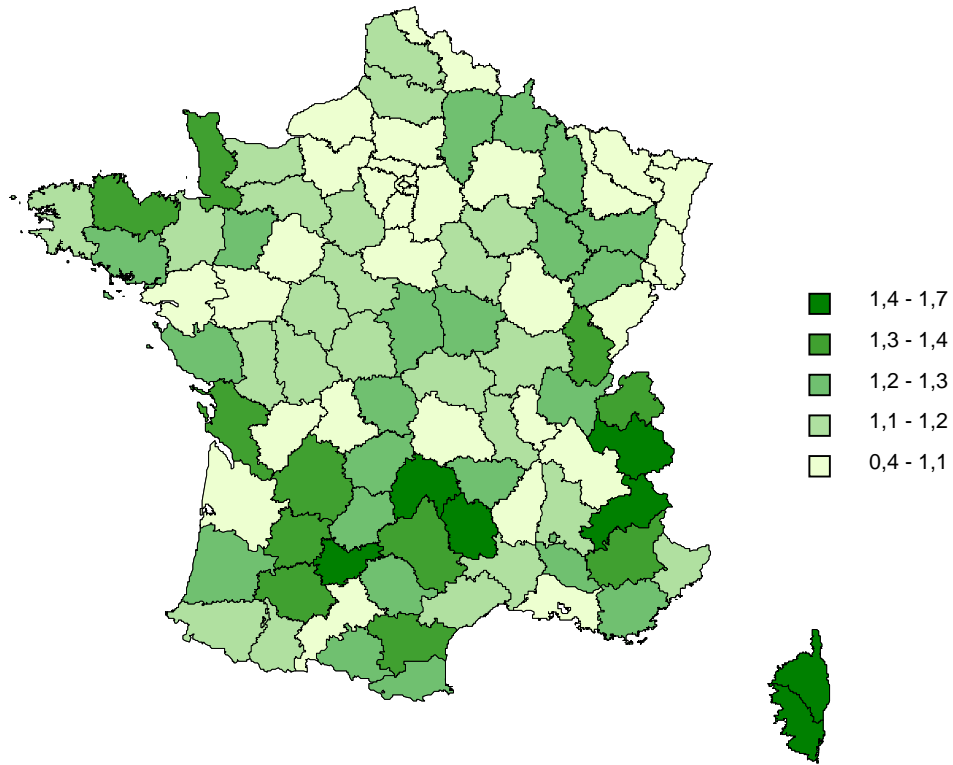
	Département	Nombre d'établissements mensualisés	Assiette Totale (en millions d'euros)	% d'établissements ayant déclaré une exonération TEPA	Part en assiette des seuls établissements ayant déclaré une exonération TEPA	Ratio exonération TEPA / assiette des établissements concernés
51	Marne	13 821	933	41,4%	51,3%	1,0%
52	Haute marne	4 296	254	42,2%	54,6%	1,2%
53	Mayenne	7 048	456	43,1%	47,9%	1,2%
54	Meurthe-et-moselle	15 873	1 079	39,2%	45,5%	1,0%
55	Meuse	3 914	201	39,8%	51,3%	1,2%
56	Morbihan	18 399	907	43,8%	51,3%	1,2%
57	Moselle	22 913	1 594	39,0%	49,7%	1,0%
58	Nièvre	5 391	263	39,8%	50,5%	1,2%
59	Nord	55 949	4 441	37,4%	44,4%	1,0%
60	Oise	15 833	1 238	44,4%	55,4%	1,0%
61	Orne	7 361	400	42,0%	53,7%	1,1%
62	Pas de calais	27 958	1 920	39,6%	50,5%	1,1%
63	Puy de dôme	16 501	1 067	39,3%	50,7%	0,9%
64	Pyrénées atlantiques	21 170	1 019	39,5%	53,2%	1,1%
65	Hautes Pyrénées	7 190	297	36,7%	49,1%	1,1%
66	Pyrénées orientales	12 672	473	36,9%	51,3%	1,2%
67	Bas Rhin	29 626	2 307	37,2%	49,2%	1,0%
68	Haut Rhin	18 915	1 361	38,5%	51,7%	0,9%
69	Rhône	56 548	4 450	37,6%	47,1%	0,9%
70	Haute Saône	5 256	289	41,6%	50,9%	1,2%
71	Saône et Loire	13 889	843	45,5%	56,6%	1,1%
72	Sarthe	12 127	878	41,5%	50,1%	1,0%
73	Savoie	15 330	712	46,2%	56,2%	1,4%
74	Haute Savoie	24 416	1 267	45,4%	58,2%	1,3%
75	Paris	146 871	12 385	26,0%	35,8%	0,8%
76	Seine maritime	29 347	2 338	39,7%	48,4%	1,0%
77	Seine et marne	28 114	2 213	41,7%	54,8%	1,0%
78	Yvelines	30 772	3 360	36,9%	42,1%	0,8%
79	Deux sèvres	8 495	596	39,5%	43,6%	1,1%
80	Somme	11 744	795	42,7%	52,5%	1,1%
81	Tarn	10 190	449	38,6%	50,3%	1,2%
82	Tarn et Garonne	6 040	248	38,9%	51,5%	1,4%
83	Var	31 575	1 115	36,1%	51,0%	1,2%
84	Vaucluse	17 754	765	37,0%	54,7%	1,2%
85	Vendée	16 838	987	41,9%	49,7%	1,2%
86	Vienne	10 339	602	41,0%	50,8%	1,1%
87	Haute vienne	9 563	533	35,1%	45,3%	0,9%
88	Vosges	9 519	563	43,0%	50,1%	1,2%
89	Yonne	8 294	471	42,8%	56,1%	1,1%
90	Territoire de Belfort	3 336	245	38,5%	44,8%	0,9%
91	Essonne	24 548	2 534	37,7%	47,3%	0,8%
92	Hauts de seine	44 524	9 186	30,7%	33,8%	0,4%
93	Seine saint Denis	33 374	3 086	32,4%	44,0%	0,8%
94	Val de marne	31 455	2 738	35,1%	46,1%	0,9%
95	Val d'Oise	22 657	2 350	38,0%	43,9%	0,8%
9A	Guyane	9 609	481	22,4%	36,7%	0,7%
9b	Martinique	8 643	480	21,5%	32,6%	0,8%
9C	Guadeloupe	3 249	169	22,2%	36,3%	0,9%
9D	Réunion	15 333	1 210	30,7%	38,8%	1,0%

Note : L'analyse est menée par établissement et non par entreprise car celles-ci peuvent être situées dans plusieurs localisations et ne peuvent donc pas être réparties par département (sans créer des doubles comptes).

Source : Acoff - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

Carte : Ratio exonération TEPA / assiette des établissements TEPA au 4^{ème} trimestre 2007 par département

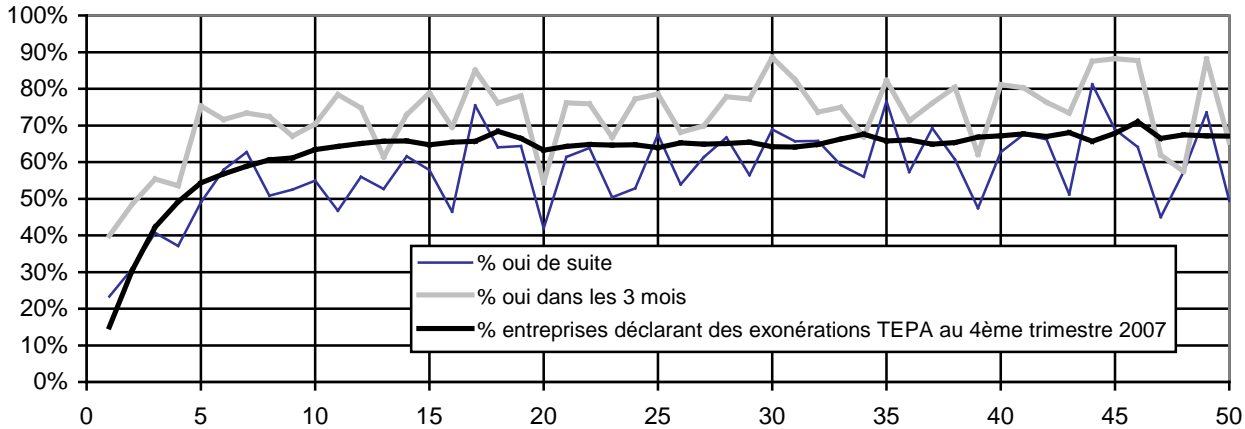
Moyenne nationale = 1



Source : Acoss - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

Annexes

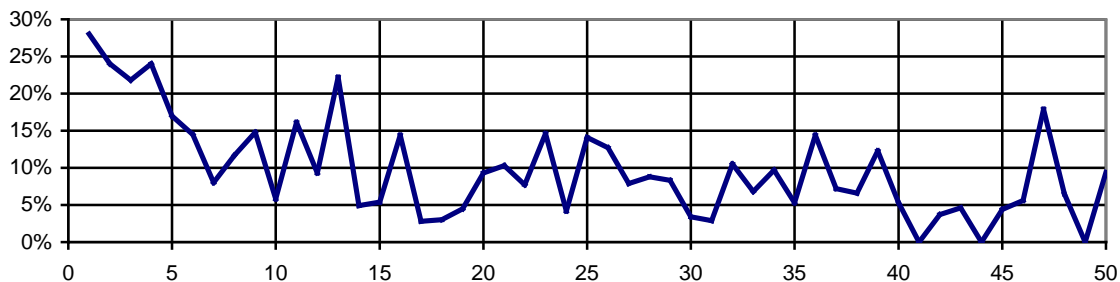
Graphique 1 : Comparaison entre les résultats du sondage et les déclarations mensuelles et trimestrielles relatives au 4^{ème} trimestre pour les entreprises de 1 à 50 salariés



Source : Acoff - Urssaf (exploitation du sondage réalisé courant novembre - décembre 2007 et exploitation des BRC)

La part d'entreprise par taille fine déclarant la loi TEPA au cours du 4^{ème} trimestre est relativement cohérente avec la part d'entreprise qui avait déclaré lors du sondage la mettre immédiatement en application. Par contre, la part d'entreprise qui déclarait qu'elle l'utiliserait dans les 3 mois montre qu'il existerait des marges de progression.

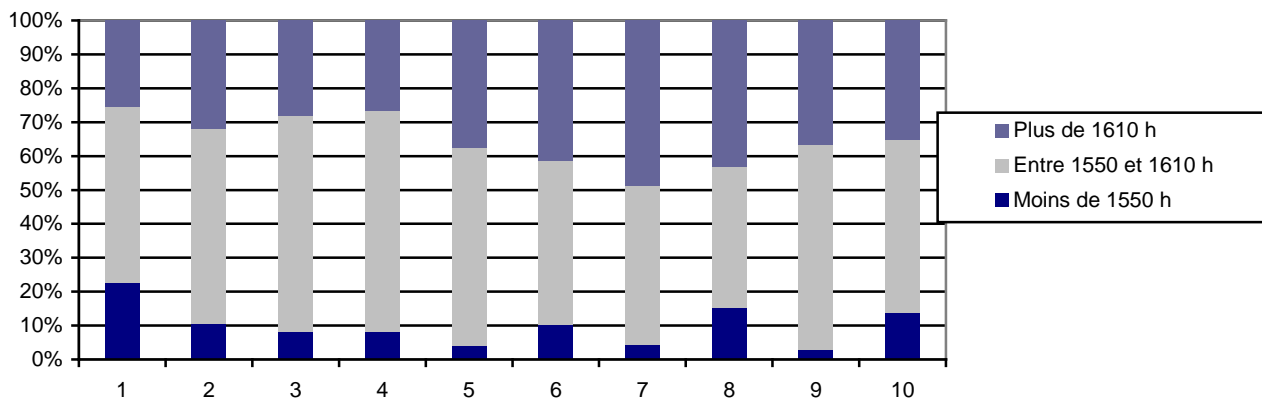
Graphique 2 : Part des entreprises (moins de 50 salariés) indiquant qu'elles n'utiliseront pas le dispositif TEPA car elles n'en ont pas besoin



Source : Acoff - Urssaf (exploitation du sondage réalisé courant novembre - décembre 2007)

Le taux de non recours à la loi TEPA par non nécessité est le plus fort parmi les petites entreprises (28 % pour les entreprises d'un salarié et 24 % pour celles de 2 contre 19,8 % toutes tailles confondues).

Graphique 3 : Répartition des entreprises de 1 à 10 salariés selon la durée annuelle de travail estimée



Source : Acoff - Urssaf (exploitation du sondage réalisé courant novembre - décembre 2007)

Le recours au temps partiel est plus fort pour les entreprises d'un seul salarié.